

L'EMPLOI DU TRAVAIL SOCIAL DANS LES PROJETS DE RSE DES MULTINATIONALES SUISSES EN INDE : QUELS RISQUES, QUELS DÉFIS ?

Raquel Ricciardi, SUPSI
SSTS Forum 2024, Manno
raquel.ricciardi@supsi.ch

QUELQUES MOTS SUR MOI

Doctorante à l'Institut transdisciplinaire de travail social, Université de Neuchâtel,
depuis septembre 2022

Le partenariat entre entreprises et ONG dans le cadre obligatoire de la RSE en Inde : perspectives et rôle évolutif du travail social (working title)

Prof. Ellen Hertz, UNINE

Prof. Nicolas Pons Vignon, SUPSI

Assistante de recherche auprès du Centre de compétences travail, welfare et société,
SUPSI depuis mai 2022

INDEX

- 1. Le cadre de ma thèse et les liens avec le travail social vert
- 2. Critique du capitalisme néolibéral et le concept de capitalisme cannibale
- 3. Travail social critique/radical
- 4. Travail social d'entreprise
- 5. La responsabilité sociale des entreprises (RSE)
- 6. Le Business and Human Rights comme critique de la responsabilité sociale des entreprises
- 7. Pourquoi l'intérêt pour le contexte indien ?
- 8. Methodologie et plan de recherche

LE CADRE DE MA THÈSE ET LES LIENS AVEC LE TRAVAIL SOCIAL VERT

Green social work: approche intégrée, qui combine la justice sociale avec la justice environnementale, reconnaissant que les problèmes écologiques sont profondément liés aux structures économiques et politiques du capitalisme (Dominelli, 2012).

Le green social work n'est pas le premier courant reliant l'écologie et le travail social, mais **il s'identifie comme le premier paradigme critiquant ouvertement le système économique capitaliste néolibéral.**

La double dépendance entre l'État-providence et le capitalisme industriel met en lumière le rôle de la profession dans le maintien du modernisme et sa contribution involontaire à la mauvaise utilisation de la nature (Boetto, 2016).

CRITIQUE DU CAPITALISME NÉOLIBÉRAL

Le néolibéralisme, en tant que modèle économique qui valorise le libre marché, la privatisation et la déréglementation comme moyens de promouvoir la croissance et le développement, a suscité de vives critiques en raison de ses effets négatifs sur la répartition des richesses, le bien-être social et l'environnement. Les principales critiques portent sur (Harvey, 2005; Piketty, 2013; Brown, 2015; Crouch, 2011):

- L'inégalité économique et la concentration des richesses
- La destruction de l'État-providence et la précarisation du travail
- Les crises environnementales et l'exploitation des ressources
- L'érosion de la démocratie
- L'aliénation et la marchandisation de la vie

LE CAPITALISME CANNIBALE

Le terme "capitalisme cannibale" est utilisé par Nancy Fraser (2023) pour décrire les **logiques de prédation** et de déstructuration qui caractérisent le capitalisme contemporain. Les exigences de profit et de croissance surpassent les considérations éthiques, écologiques et sociales, conduisant à une escalade des inégalités, des crises environnementales et de l'instabilité économique.

Le comportement prédateur du capitalisme contemporain est nécessaire pour perpétuer le cycle d'accumulation et de croissance.

Le capitalisme cannibale se nourrit de l'exploitation intensive du travail humain, du travail reproductif gratuit, de la déprédation des ressources naturelles, de la destruction et marchandisation des identités culturelles, de l'expropriation et privatisation des terres et des biens communs, etc. Il se nourrit des mêmes inégalités sociales et environnementales qu'il contribue largement à créer.

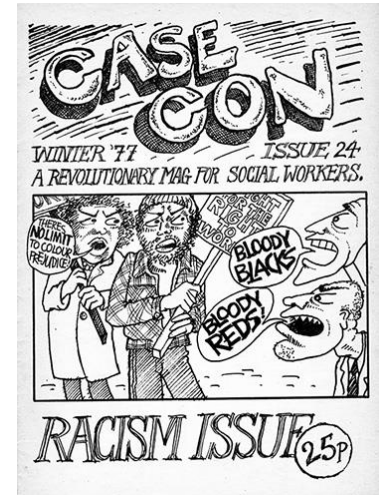
TRAVAIL SOCIAL CRITIQUE/RADICAL

Le travail social écologique est un paradigme de nature critique, mais il est important de se rappeler que l'application de la théorie critique au travail social n'est pas récente. En fait, c'est une perspective présente, bien que sous des formes et des intensités différentes, depuis les débuts de la profession. Cependant, le travail social critique a émergé avec force et de manière plus structurée autour des années 1970, face à l'insatisfaction croissante vis-à-vis des limites des formes traditionnelles d'assistance sociale.

Le travail social critique se consacre à la lutte contre les injustices sociales, en déplaçant l'attention des problèmes individuels vers les causes structurelles et systémiques des inégalités. Basé sur des théories critiques, cet approche interprète les problèmes sociaux comme des manifestations d'oppressions et d'injustices enracinées dans les sociétés capitalistes globalisées et dans les pratiques de gouvernance néolibérales (Ferguson & Lavallette, 2013)

Dilemme classique concernant le rôle du travail social : contrôle vs. aide/soutien (Ferguson, 2008; Lipsky, 1980).

The dichotomy between the social worker as a nine-to-five state agent and five-nine activist is a crucial one. The question can be summarised as: is there space, willingness and scope within social work to engage with broader structural issues that affect the lives of the people we work with? (Ioakimidis, 2016)



LE TRAVAIL SOCIAL D'ENTREPRISE OU TRAVAIL SOCIAL EN MILIEU CORPORATIF

- Les premières traces du travail social industriel aux États-Unis et en Europe remontent à la fin des années 1800, une présence qui coïncidait avec le développement des grandes industries. Les activités de l'assistance sociale capitaliste allaient de la construction de logements à la fourniture de contrôles médicaux, de programmes éducatifs, d'activités récréatives, etc. (Pople, 1981).
- Aux États-Unis, en 1926, 80 % des 1500 plus grandes entreprises offraient au moins un type de ce genre d'assistance (Pople, 1981). Dans ce contexte de développement rapide de l'assistance sociale capitaliste, des figures spécialisées étaient nécessaires pour la gérer, et c'est ainsi que les premiers travailleurs sociaux ont été employés. Par exemple, aux États-Unis, ils étaient appelés secrétaires de l'assistance et/ou sociaux (Pople, 1981), en Suisse et en Allemagne, ils étaient désignés sous le nom d'infirmiers d'entreprise (SV Group, 2024), et en Italie, ils étaient connus sous le nom de travailleurs sociaux d'usine ou d'assistants sociaux des travailleurs (Musso, 2010).
- Cependant, avec le temps, diverses critiques ont été formulées à l'encontre de ces figures professionnelles. Ils étaient décrits comme étant trop maternels, avec pour seul objectif de favoriser la fidélité des travailleurs et de leurs familles à l'entreprise, d'éviter les conflits et de prévenir leur organisation en syndicats (Pople, 1981).
- Sarkar (2008) souligne qu'à ce jour, nous pourrions progressivement observer un passage du travail social industriel au travail social dans la RSE, ce qui coïncide avec un déplacement des entreprises de l'accent mis sur leurs parties prenantes internes vers un accent sur les parties prenantes externes également.



LA PROMESSE D'UN CAPITALISME RESPONSABLE ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE)

Les idées à la base de la RSE moderne plongent leurs racines dans une longue tradition de pensée éthique, religieuse et philosophique. Cependant, dans son acception contemporaine, la RSE s'est progressivement développée dans la seconde moitié du XXe siècle en réponse aux préoccupations sociales et environnementales croissantes. Elle a évolué vers un concept formel qui reconnaît la responsabilité des entreprises vis-à-vis de la société et de l'environnement.

Deux conceptions principales de la RSE :

- La première considère les pratiques de la RSE comme un mécanisme authentique capable de faire coexister le rationalisme économique avec les besoins et préoccupations des parties prenantes. Dans ce cas, le profit économique non seulement ne s'oppose pas à une conduite éthique, mais au contraire, cette dernière peut même le légitimer et le promouvoir (Hanlon & Fleming, 2009).
- La deuxième perspective, de nature critique, conçoit la RSE comme un moyen facile et peu coûteux d'améliorer l'image d'une entreprise ou de détourner l'attention de ses opérations désagréables, sans un réel changement dans sa conduite. Dans ce sens, il n'y a aucune véritable préoccupation ou réflexion sur les implications éthiques et politiques, ainsi que sociales et environnementales, du capitalisme de la part des entreprises.

LE BUSINESS AND HUMAN RIGHTS (BHR) COMME CRITIQUE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE)

- La RSE peut parfois être insuffisante pour protéger les droits fondamentaux des individus. La critique repose sur le fait que la RSE se concentre souvent sur des initiatives volontaires et des actions ponctuelles sans nécessairement garantir un respect systématique et rigoureux des droits humains (Wettstein, 2020).
- Au contraire, le secteur du BHR prône un changement de la notion de responsabilité vers celle de responsabilité juridique, en soulignant l'importance d'établir des obligations légales précises en matière de droits humains. Cela vise à prévenir, atténuer et/ou sanctionner les impacts négatifs des activités commerciales sur les individus et les communautés (Ramasastry, 2015)

LES DEUX CATASTROPHES ENVIRONNEMENTALES PRÉCURSEURS DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR BHR



Bhopal disaster, India, 1984
Union Carbide

(The Guardian, 2019)



Niger Delta – Ogoni people, 1980s
Royal Dutch Shell

(The Guardian, 2023)

POURQUOI L'INTÉRÊT POUR LE CONTEXTE INDIEN ?

- La loi obligatoire en matière de RSE
- Le partenariat avec le secteur des ONG
- L'utilisation croissante des travailleurs/euses sociaux/les dans le cadre de la RSE

The unique context for Business-NGO collaboration in India

- **A business sector** which currently experiences strong growth, draws on a historical precedent of social engagement and is trusted more highly than in the other major world economies.
- **A government/public sector** which has as yet proved unable to extend access to basic utilities and alleviate poverty for the huge and growing population for which it is responsible; which occupies an important place in the business sector through state-owned businesses but which suffers from pervasive corruption and mistrust.
- **An NGO sector** which is large and vibrant but which suffers from a history of unreliability, mismanagement and under-investment.
- **A divided society** with striking inequities between rich and poor that makes it simultaneously one of the world's biggest economies and potential superpower whilst also home to a third of the world's poorest people.

LA LOI OBLIGATOIRE EN MATIÈRE DE RSE

Companies Act 2013

Les entreprises avec un bénéfice net annuel supérieur à 5 crore INR doivent allouer 2 % de ce bénéfice aux activités de CSR (Ministry of Corporate Affairs, 2024). De plus, elles doivent publier un document de politique CSR et former un comité d'au moins 3 personnes pour planifier, gérer et évaluer les activités de CSR (Ministry of Corporate Affairs, 2024). Ces activités doivent être orientées vers une ou plusieurs des 12 activités mentionnées dans la loi :

Table 3 CSR activities in schedule VII of the company's act mapped with SDGs 2030

	CSR Activities	Mapped SDGs
Activity I	Eradicating hunger, poverty, and malnutrition	1,2,3,6
Activity II	Promoting education	1,2,4,8
Activity III	Promoting gender equality, empowering women	1,5,10
Activity IV	Ensuring environmental sustainability	6,7,9,11,13,14,15
Activity V	Protection of national heritage, art, and culture	9,11
Activity VI	Measures for the benefit of armed forces veterans, war widows, and their dependents	3,4,8
Activity VII	Training to promote rural sports, nationally recognized sports, para-olympic sports, and Olympic sports	8,10
Activity VIII	Contribution to the prime minister's national relief fund	1,2,3,4,6,9,15
Activity IX	Contribution to incubators or research and development projects in the field of science, technology, engineering, and medicine	9,13,12
Activity X	Rural development projects	1,2,3,4,9
Activity XI	Slum area development	1,2,3,4,6,7,9
Activity XII	Disaster management, including relief, rehabilitation, and reconstruction activities	—

Source: (Bhatt & Kadiyan, 2022, p. 30)

LE PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR DES ONG

- Parmi les 300 plus grandes entreprises indiennes, 34 % ont créé leur propre ONG ou fondation, tandis que 30 % collaborent avec des ONG externes, ce qui montre l'importance de ce partenariat lorsqu'il s'agit d'analyser les dynamiques pratiques de la mise en œuvre des projets de CSR (Shachi & Sangeeta, 2014).
- Les entreprises disposent des fonds nécessaires pour cela, mais souvent pas de l'expertise pour mettre en œuvre directement les projets. Dans ce sens, pour rendre la loi sur la CSR efficace en tant qu'outil de développement, une collaboration active avec le secteur des ONG est considérée comme d'une importance capitale, car elles possèdent l'expertise de terrain pour réaliser des évaluations des besoins, concevoir et mettre en œuvre les interventions sociales et environnementales nécessaires (Jayaraman, D'souza, & Ghoshal, 2018).
- Les ONG doivent par contre améliorer leur transparence pour contrer les stéréotypes négatifs et professionnaliser les processus de gestion, mais elles ont besoin de l'aide des entreprises pour y parvenir (Pyres, 2011). Celles-ci, parmi d'autres, pourraient être certaines des raisons pour lesquelles une proportion significative d'entreprises concernées par la loi sur la CSR choisit de créer leurs propres trusts/ONG au lieu de collaborer avec des ONG externes (Pyres, 2011). (Jayaraman, D'souza, & Ghoshal, 2018)

“Bien que l'État ait historiquement travaillé avec les ONG, il y a de plus en plus de tensions entre les deux entités. Cette situation crée des problèmes pour de nombreux individus, en particulier ceux qui travaillent dans le domaine des droits. Les ONG qui se concentrent uniquement sur la prestation de services rencontrent moins de problèmes. En revanche, celles qui se consacrent à la défense des droits se trouvent souvent en conflit avec l'État” (Prof. Manish K Jha, School of Social Work at Tata Institute of Social Sciences, Mumbai).

RSE ET TRAVAIL SOCIAL EN INDE

- Le travail social est de plus en plus recherché dans les projets de RSE, tant de la part des entreprises elles-mêmes que dans le cadre des ONG.

“Récemment, nous avons observé un changement notable dans les tendances de placement pour les étudiants en travail social. Par exemple, mon institut, qui dispose d'un important programme de travail social, constate que les entreprises viennent maintenant plus tôt pour recruter. Auparavant, la plupart de nos diplômés se plaçaient dans des ONG. Cependant, ces dernières années, un nombre croissant de nos étudiants sont recrutés par des entreprises pour leurs programmes de CSR. Ce changement n'est pas limité à mon institut mais est également visible dans d'autres grandes universités et départements de travail social, où les opportunités d'emploi dans le secteur de la CSR sont en augmentation” (Prof. Manish K Jha, School of Social Work at Tata Institute of Social Sciences, Mumbai).

- Le cas de Kizhakkambalam (Rajeev & Thampi, 2016)

QUESTION DE RECHERCHE

Comment le travail social en entreprise a-t-il évolué et quelles sont ses spécificités dans le cadre des projets de RSE en Inde ?

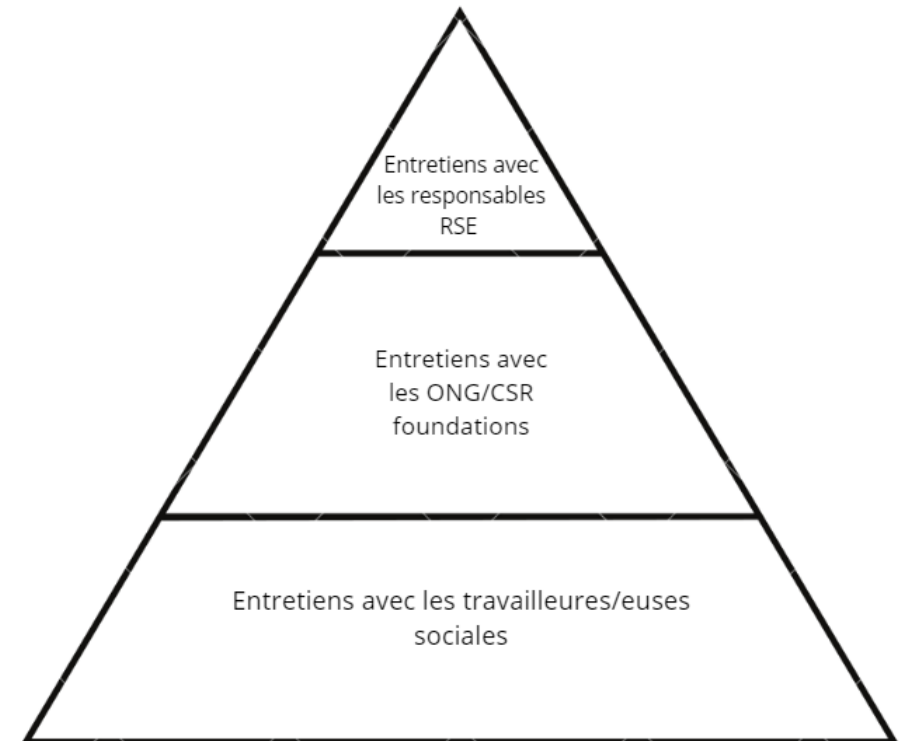
La réflexion est plus large et vise à relancer les débats sur les possibilités, ou non, d'exercer un travail social critique dans un contexte où le welfare est principalement assuré par des organisations non gouvernementales, qui cependant :

- dépendent de plus en plus des fonds de la RSE ou sont des ONG créées par les multinationales elles-mêmes (et qui, actuellement, suivent une logique managériale plutôt que fondée sur les droits humains),
- sont confrontées à des restrictions gouvernementales si elles adoptent une perspective critique plutôt qu'une approche purement provisionnelle.

Comment les travailleurs sociaux impliqués dans les projets de RSE se positionnent-ils personnellement et professionnellement face à ces défis ?

METHODOLOGIE ET PLAN DE RECHERCHE

- Prise en compte d'un groupe de 10 multinationales suisses actives dans différents secteurs en Inde
- En ce moment, je suis dans la phase où je prends contact avec les responsables RSE des multinationales (en Suisse). L'objectif des entretiens semi-directifs est de comprendre comment ils se sont organisés après l'entrée en vigueur de la loi sur la RSE obligatoire en Inde, et pour quelles raisons ils ont choisi de réaliser les projets RSE soit par la création de leur propre fondation, soit par le biais d'ONG externes. L'objectif secondaire est également de comprendre, s'ils en ont une, quelle est leur perception de l'utilisation des travailleurs sociaux dans le cadre de la RSE, ainsi que de recueillir les contacts des ONG avec lesquelles ils collaborent, afin de pouvoir les interviewer également (non dans une optique comparative, mais dans une perspective d'intégration des deux visions).
- La méthodologie suivante dépendra en grande partie des retours que j'obtiendrai de la part des multinationales à travers ces entretiens.



UNE DERNIÈRE RÉFLEXION

Les compétences et les valeurs du travail social peuvent-elles également être pillées par le capitalisme néolibéral cannibale ? Peuvent-elles être en quelque sorte plasmées ou totalement appropriées dans le cadre de la RSE ? Une tendance similaire peut-elle être observée dans d'autres institutions et/ou contextes sociaux ?

MERCI POUR VOTRE ATTENTION!

BIBLIOGRAPHIE

Bhatt, S., & Kadiyan, L. (2022). Corporate Social Responsibility and Social Development in India: An Interface. *Social Development Issues*, 23-37.

Boetto, H. (2016). Transformative social work: An exploration of new directions. *Journal of Social Work Practice*, 30(2), 123-135. <https://doi.org/10.1080/02650533.2016.1154398>

Brown, W. (2015). *Undoing the demos: Neoliberalism's stealth revolution*. Zone Books.

Crouch, C. (2011). *The strange non-death of neoliberalism*. Polity Press.

Dominelli, L. (2013). *Green social work: From environmentalism to sustainability*. Polity Press.

Ferguson, I., & Lavallette, M. (2013). "Reclaiming Social Work: Challenging Neoliberalism and Promoting Social Justice." *Critical Social Work*, 14(1), 1-11.

Fraser, N. (2023). *Capitalism o Cannibale*. Laterza.

Harvey, D. (2005). *A brief history of neoliberalism*. Oxford University Press.

Jayaraman, A., D'souza, V., & Ghoshal, T. (2018). NGO-business collaboration following the Indian CSR Bill 2013: trust-building collaborative social sector partnerships. *Development in Practice*, 831-841.

Luzon, P. E., Milan, J. M., & Noveno, E. N. (2022). Social Work in Suits: A Case Study on the Corporate Social Responsibility (CSR) Initiatives of Widus Foundation, Inc. (WFI). *Asean Social Work Journal*, 17-34.

Ministry of Corporate Affairs. (2024). CSR Expenditure : Summary. Retrieved from National CSR Portal: <https://www.csr.gov.in/content/csr/global/master/home/home.html>

Ministry of Corporate Affairs. (2024). CSR Legislation. Retrieved from <https://www.csr.gov.in/content/csr/global/master/home/aboutcsr/csr-legislation.html>

Piketty, T. (2013). *Capital in the twenty-first century*. Belknap Press.

Popple, P. R. (1981). Social Work Practice in Business and Industry, 1875-1930. *Social Service Review*, 257-269.

Pyres, J. (2011). Changing Trends in Business-NGO Relationships in India. New Delhi: SOS Children's Village.

Rajeev, S., & Thampi, K. (2016). Twenty20 Vision of CSR in Kizhakkambalam. *International Journal of Business Ethics in Developing Economies*, 46-52.

Siddiqui, H. Y., & Sukhrmani, N. (2001). Occupational Social Work in India. *Employee Assistance Quarterly*, 43- 64.

Urra Canales, M., Babativa Peña, J. A., Reyes Reyes, D. P., & Velásquez Mendoza, S. B. (2012). Especificidad del trabajo social en la RSE de empresas colombianas. *Tendencias y Retos*, 79-88.